
Dominique Darbon et Comi Toulabor (dir.)

L'invention des classes moyennes africaines

Enjeux politiques d'une catégorie incertaine



KARTHALA

Les sociétés africaines sont en mutations rapides. L'urbanisation, l'expansion de l'éducation et de la formation à tous les niveaux, l'augmentation tendancielle du niveau de vie depuis les années 1980, une confrontation constante au reste du monde et à ses modes de vie via les médias et la jeunesse de la population, affectent la structure sociale et notamment urbaine des sociétés africaines et redessinent leurs potentiels de marché.

De nouvelles dynamiques sociales et économiques, massives et collectives, sont à l'œuvre. L'expression « classes moyennes » popularisée dans les médias ne parvient pas à en saisir la complexité et les enjeux, notamment au niveau de prospérité le plus modeste. Elle permet cependant d'attirer l'attention sur ces évolutions, de constater qu'au-delà du poids considérable de la grande pauvreté et de la captation des richesses par un tout petit nombre d'élites, près de 350 millions d'Africains sortent de la pauvreté, se structurent et développent des stratégies et des actions de promotion sociale.

Les enjeux de ces mutations sociales massives sont considérables en termes de marché, mais aussi d'effets politiques pour les régimes en place et de système de gouvernance à développer pour répondre aux nouveaux besoins et aux nouvelles demandes urbaines. À partir de cas nationaux et sectoriels, cet ouvrage interroge précisément ces enjeux et les risques politiques que portent ces recompositions, notamment en matière de mobilisations sociales, de stabilité politique et de procédures de gouvernance.

***Dominique Darbon** est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et travaille sur l'action publique et les politiques publiques, et sur les mutations socio-économiques en Afrique et dans les pays du Sud.*

***Comi Toulabor** est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. Il interroge les sociétés africaines en termes de sociologie politique « par le bas ».*

Tous les deux ont été rédacteurs en chef de la revue Politique africaine et sont membres du Laboratoire les Afriques dans le monde (LAM) de Sciences Po Bordeaux.

En plus des directeurs scientifiques, ont contribué à cet ouvrage : Antje Daniel, Claire Dedieu, Élodie Escusa, Anna Fichtmüller, Jamilla Hamidu, John R. Heilbrunn, Clélie Nallet, Dieter Neubert.

KARTHALA sur internet:
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Photographie d'Anaïs Ginoux (DR), Kenya.

Éditions Karthala, 2014
ISBN : 978-2-8111-1320-9

Dominique Darbon et Comi Toulabor (dir.)

L'invention des classes moyennes africaines

**Enjeux politiques
d'une catégorie incertaine**

**Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

Cet ouvrage a été publié avec le soutien
du Conseil régional d'Aquitaine

Les auteurs

Antje DANIEL, Université de Bayreuth.

Dominique DARBON, Professeur de science politique, Sciences Po Bordeaux, LAM.

Claire DEDIEU, doctorante Sciences Po Bordeaux, LAM.

Élodie ESCUSA, doctorante Sciences Po Bordeaux, LAM.

Anna FICHTMÜLLER, doctorante Sciences Po Bordeaux, LAM.

Jamilla HAMIDU, doctorante Sciences Po Bordeaux, LAM.

John R. HEILBRUNN, Professeur de science politique, École des Mines du Colorado.

Clélie NALLET, doctorante Sciences Po Bordeaux, LAM.

Dieter NEUBERT, Professeur d'anthropologie, Université de Bayreuth.

Comi M. TOULABOR, directeur de recherche FNSP, Sciences Po Bordeaux, LAM.

INTRODUCTION

Les classes moyennes en Afrique

Expressions imaginées des nouveaux enjeux d'un continent en pleine mutation

Dominique DARBON

Les économies africaines connaissent depuis les années 1990 une période exceptionnelle de croissance qui rompt radicalement avec les décennies de l'afro pessimisme au cours desquelles le déclin continental semblait inexorable. Le continent jouit d'un taux de croissance global parmi les plus forts du monde, le PIB par tête augmente, et les grands pays africains (*big five* et plus : Maroc, Algérie, Tunisie, RSA, Nigeria, Cote d'Ivoire, Ghana, Kenya...), confrontés à des difficultés réelles, continuent à croître même si à un rythme modéré. Cela ne signifie en aucune manière que ces pays africains soient devenus des émergents (seule la RSA est intégrée dans les listes d'émergents BRICS¹ et CIVETS²) et encore moins que le continent africain en tant que tel, soit devenu « émergent » – même si ce terme est de plus en plus utilisé par les pays africains pour qualifier leur politique (le Cameroun, l'Éthiopie, la Guinée, etc. ont pour objectif l'émergence) ou par les magazines pour qualifier ce qu'ils appellent aussi le « miracle » africain.

Ce changement de tendances témoigne en revanche de l'existence de dynamiques sociales profondes en Afrique, comme dans le reste des mondes émergents. Même si les états africains partent de seuils bien plus bas de production et de niveaux de revenus et de formation des ressources humaines nettement inférieurs dans la plupart des cas à ceux du reste du monde, ils sont directement affectés à la fois par des changements sociaux internes et par les mutations du commerce international générées par la globalisation qui les intègrent dans de nouveaux types d'échanges. Les enjeux de la Chindiafrique³, la nouvelle économie politique continentale,

1. Brésil, Russie, Inde et Chine et Afrique du Sud.

2. Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud.

3. BOILLOT J.-J. et DEMBISKI S., 2013, *La Chindiafrique : la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, 1^{re} éd. 2012, O. Jacob, Paris.

la nouvelle perception de la configuration des marchés africains, sont autant de marqueurs déterminants de ces mutations tant internes qu'externes. Il y a donc bien des nouvelles dynamiques sociales et économiques en Afrique; encore reste-t-il à les qualifier et à les expliciter⁴. Dans le même temps, des transformations politiques majeures sont en cours. La généralisation des « démocraties électorales », la normalisation tendancielle en termes politiques des régimes politiques africains dont témoignent les ratings internationaux, les « révolutions » arabes, les mouvements sociaux au Sénégal, au Kenya, en Afrique du sud, seraient autant d'expressions de ces transformations et de la montée en force voir de la prise de pouvoir selon certains de la société civile ou « des classes moyennes ».

L'expression « classe moyenne » est lâchée. Elle est devenue un thème routinier dans la littérature d'expertise dédiée aux pays émergents et par extension à l'Afrique et commence à apparaître dans la littérature académique⁵. Les changements en cours ne montreraient-ils pas la prise en charge du politique par une classe moyenne agissant comme un pouvoir à la fois promoteur, modérateur et consolidateur tant en matière économique que politique? Les changements en cours n'exprimeraient-ils pas la montée en force de catégories éduquées, urbanisées et modernisées prêtes désormais à remplacer la vieille garde, peu ou mal formée, corrompue et affairiste et à affirmer leur poids dans le renouveau économique des pays? Les changements en cours ne témoigneraient-ils pas de l'accès au pouvoir économique d'une sorte de bourgeoisie, disposant d'un capital financier limité mais surtout d'un capital culturel et relationnel nouveau les incitant à devenir les entrepreneurs d'un futur fondé sur l'accumulation élargie? Que signifie cette nouvelle perspective?

Le continent africain dans son ensemble et en particulier dans les nouveaux espaces de concentration humaine que constituent les grandes villes et les 5 grandes zones de polarisation (conurbation Johannesburg, Maputo, Durban, Grands Lacs-Kenya, espace nilotique septentrional, espace côtier nord-africain, golfe de Guinée centré autour du Nigéria) connaît une expansion économique incontestable. Celle-ci provient en grande partie de l'augmentation des prix des produits primaires agricoles et miniers mais aussi d'une expansion sans précédent de la consommation des ménages et de modifications radicales de leur structure économique et sociale en partie liées à l'émergence d'un nouveau modèle économique basé sur la mise à disposition d'une masse de nouveaux produits à très faibles coûts issus de l'importation des nouveaux géants du sud (Chine, Inde et Brésil). La croissance démographique très forte associée à l'expansion urbaine, génère des mutations sociales et des besoins considérables d'une population dont la jeunesse est devenue une caractéristique

4. JACQUEMOT P., 2013, *Économie politique de l'Afrique contemporaine : concepts, analyses, politiques*, A. Colin, coll. « U, Économie », Paris.

5. On pense ici au triple panel sur ce thème des classes moyennes en Afrique organisé en juin 2013 à Lisbonne, *ECAS congress*, avec 18 présentations.

majeure, dont le niveau de formation ne cesse d'augmenter, dont les compétences techniques mais aussi sociales et politiques s'affirment et dont les besoins et les sollicitations se diversifient et croissent. La structure sociale se modifie au profit des « cadets sociaux », jeunes, femmes, non-héritiers, au fur et à mesure que l'écart de compétences avec les générations plus anciennes s'accroît, que la part des jeunes éduqués et bien éduqués en milieu urbain ne cesse d'augmenter, que les référents urbains ne cessent de s'imposer dans tous les registres de la vie, des habitudes de consommation aux idéaux de formation en passant par les rapports de genre, l'habitat et les cercles de sociabilité.

Le changement ne se limite pas à des « figures individuelles de la réussite » mais s'exprime collectivement dans l'extrême diversité de trajectoires individuelles que suivent et entretiennent des acteurs poursuivant leur quête de la prospérité au cours d'interactions dont ils ne maîtrisent que très peu les contenus.

Ce sont ces mutations qui consacrent l'idée que le continent bouge. Ces changements entrent en résonance/« raisonnance » avec trois processus déconnectés :

- la recherche au niveau international de nouveaux paradigmes justificatifs de l'aide internationale débouchant sur la redéfinition du rapport à la pauvreté et l'intérêt accru pour les catégories de sortie de la misère ;
- la réalisation de travaux universitaires et d'expertise discutant à la fois de la notion de pauvreté, de la pertinence des politiques de lutte contre la pauvreté et analysant les processus d'émergence des pays « émergents » asiatiques et latino-américains et constatant le poids de nouvelles catégories sociales du « milieu » ;
- la recherche par les leaders politiques africains des « démocraties électorales » de nouvelles bases sociales permettant de rassembler des soutiens électoraux et de se construire une légitimité plus solide.

Ces rencontres inopinées débouchent depuis les années 2000 sur l'utilisation élargie du terme classe moyenne ou de ses synonymes. Cette expression répond aux enjeux des trois processus ci-dessus : elle permet à la fois de confirmer le succès de l'aide internationale en montrant l'existence de mouvements structurels et massifs d'émergence hors de la pauvreté ; de refonder les politiques de lutte contre la pauvreté en se polarisant sur les catégories qui sont déjà engagées dans des trajectoires de sortie de la précarité ; et de relégitimer les options politiques nationales autour de la pression démocratique et prodéveloppement qu'exerceraient ces classes moyennes. Ces « classes moyennes » seraient si centrales que certains organismes de prospective et d'analyse en font le cœur de la dynamique économique des prochaines 20 années (rapports McKinsey⁶ ;

6. MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE: ROXBURGH C., DÖRR N., LEKE A., TAZI-RIFFI A., VAN WAMELEN A., LUND S., CHIRONGA M., ALATOVIK T., ATKINS C., TERFOUS N. et ZEINO-MAHMALAT T., 2010, *Lions on the move: The progress and potential of African Economies*, Report, June.

rapport BAD⁷; rapport Deloitte⁸) et que d'autres auteurs ont réactivé la notion de classe « catalytique » pour signifier que cette catégorie serait à la fois l'expression du renouveau économique, social et politique du continent mais aussi le porteur de la modernisation et du développement (libéral) en cours.

La thèse est très séduisante. Elle permettrait *a priori* de comprendre à la fois les « révolutions » égyptienne et tunisienne, d'interpréter les mutations en cours dans les grandes villes africaines dans lesquelles se multiplient non seulement les « riches » mais aussi toute une masse de population « émergente » sortie de la précarité sans être riche et qui vit dans une sorte d'invisibilité sociale, et de valider la tendance globale à la normalisation politique des régimes africains.

Pour autant, la notion de classe moyenne n'est pas forcément la plus pertinente pour saisir ces mutations en cours. Elle porte en effet des postulats sur la nature de ces catégories et sur leurs effets sociaux et économiques et politiques, qui non seulement ne sont pas théoriquement démontrés mais demandent à être empiriquement étudiés en Afrique. C'est précisément l'objectif de ce travail : tester cette notion sur des terrains africains et évaluer sa pertinence (en utilisant aussi la littérature disponible sur les aires émergentes asiatique et latino-américaine notamment) ; identifier les dynamiques sociales qui se cachent derrière cette « étiquette » et analyser ce qu'elles produisent en termes de stabilité ou d'instabilité politique et de production de l'ordre social.

Toutes les contributions rassemblées ici posent les mêmes questions :

- quelle est la pertinence de cette catégorie « classe moyenne » dans les pays étudiés ? À ce jour, les travaux sont contradictoires et consacrent au mieux l'existence non pas d'une classe moyenne mais d'un ensemble de groupes aux caractéristiques fondamentalement différentes, réunis ponctuellement par les auteurs dans des blocs statistiques qui ne présentent pas de significations sociales ou politiques arrêtées ;

- quelles dynamiques se cachent derrière cette expression, quelles modifications sociales sont-elles à l'œuvre ? L'analyse permet de dévoiler de nombreuses dynamiques sociales soulignant l'effervescence socio-économique qui traverse le continent. Encore faut-il les caractériser et en analyser les effets sur la structure sociale globale ;

- comment ces catégories rassemblées derrière cette étiquette se constituent-elles en catégories d'identités ou d'intérêts et comment agissent-elles ? Cette question est l'un des grands impensés des textes sur les classes moyennes. Le postulat de leur influence sur le social, l'économie et le politique est tel, que la plupart des auteurs ne prennent pas la peine d'étudier si ces groupes se construisent ou non une ou des identités spéci-

7. AFRICAN DEVELOPMENT BANK, 2011, "The Middle of the Pyramid, Dynamics of the Middle Class in Africa", *AfDB Market Brief*, April 20.

8. DELOITTE : CHIMBAZI J. et GOUNDEN A., 2013, "Deloitte on Africa : The Rise and Rise of the African Middle Class", *Deloitte on Africa collection*, issue 1.

fiques et comment cette ou ces identités deviennent des éléments actifs de passage à l'action et de mobilisation ;

– quelles sont les conditions de mobilisation de ces catégories et quels effets peuvent-elles produire sur l'ordre et la stabilité politique, économique et sociale ?

Toutes les contributions rassemblées s'accordent autour de définitions communes, et adressent un ensemble de questions communes pour tenter de bien comprendre ce que sont ces soi-disant classes moyennes et comment elles interviennent sur la stabilité politique et économique. Toutes ont été élaborées à partir d'un travail commun sur les définitions (le terme classe moyenne est ainsi utilisé indifféremment au singulier ou au pluriel pour signifier la disparité de son contenu théorique), sur la forte hétérogénéité interne de la catégorie, et sur les dynamiques sociales produites par certaines sous catégories considérées comme constitutives de la classe moyenne (jeunes, femmes, fonctionnaires, *businessmen* de l'informel, « héritiers » ou « néo », installées, etc.).

La définition des classes moyennes retenue est centrée sur les fourchettes proposées par la BAD et sur ses sous-catégories : *floating class*, *lower middle class*, *middle class*, *upper middle class*. À cette définition est rajoutée celle de la “*global middle class*” identifiée par la Banque mondiale, souvent assimilée dans la presse et la littérature à la classe moyenne alors que localement elle est clairement constitutive de la catégorie des 3 à 5 % des plus aisés. Ces définitions uniquement basées sur des critères de revenus ou de capacités de consommation sont systématiquement enrichies par des considérations plus sociologiques prenant en compte la vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté, la situation de travail, les différents types de capitaux disponibles (culturel, relationnel...), le style de vie, le sentiment d'appartenance au groupe ou d'étrangéité par rapport à d'autres groupes... Ce faisant la notion de classe moyenne est systématiquement analysée comme regroupant des situations très différentes et divergentes en Afrique et entraînant des attitudes et comportements sociaux, politiques et économiques qui ne peuvent *a priori* pas être perçus comme devant converger.

La perception des classes moyennes est aussi systématiquement testée dans les différentes contributions. On analyse la perception que les individus candidats à l'appartenance à ces classes moyennes ont de leur propre situation de classe, l'existence ou non d'une définition spontanée par rapport à ces catégories moyennes, et/ou leur positionnement en « ni, ni » c'est-à-dire en « ni riches ni pauvres ». On évalue aussi les regards des autres, c'est-à-dire la perception que se font des individus manifestement extérieurs à ces classes moyennes, de ce que sont ces catégories et de qui elles regroupent. Ici encore, on ne peut que constater l'extrême fluidité des identifications et de leurs critères.

Ces premières questions posées, les associations entre classes moyennes et action politique sont systématiquement interprétées. En utilisant la sociologie des mobilisations nous essayons d'évaluer s'il existe

des convergences entre les individus et groupes candidats à la catégorie classe moyenne en termes de lecture des intérêts, de définition d'objectifs, de perceptions de leur situation et de leur environnement, et d'identité ou d'appartenance. Ce travail tente d'étudier et de pondérer la capacité de mobilisation collective de ces groupes sur la base de ces différents critères. On y ajoute des variables tirées des clivages générationnels et communautaires, afin de replacer toutes ces données dans les trajectoires historiques des différents individus et dans le contexte social, politique et économique de chaque cas. C'est ainsi qu'on pourra constater que des individus partageant un ensemble de critères socio-économiques très proches adopteront des options en matière de mobilisation ou non, de soutien au régime ou non, et de revendication ou non, très différentes les unes des autres.

Au-delà de ces diversités qui interdisent toutes formes de généralisation à un haut niveau, on ne peut que constater partout à la fois la montée de ces nouvelles sous-catégories sociales et l'existence de critères communs partagés par tous : amélioration de la situation matérielle (à la marge ou forte, mais clairement ressentie) ; développement de stratégies d'enrichissement ou tout au moins de renforcement des capacités et efforts d'investissement sur la base de revenus discrétionnaires constitués par une multi-activité généralisée et une gestion très tendue des revenus disponibles ; focalisation sur le futur et l'éducation comme vecteur de la promotion sociale et garantie contre les aléas et notamment le risque toujours présent de retour dans la précarité ; concentration des efforts sur quelques domaines limités mais essentiels comme l'éducation des enfants, la formation continue des adultes, la santé et parfois l'accession au logement ; forte réserve devant l'engagement politique qui se traduit par une certaine forme de passivité. Cette passivité ou cette incapacité à jouer le jeu ne sauraient être assimilées aux thèses de la *status panic theory* de Colin Rallings⁹, ou aux thèses sur les petits bourgeois de Pierre Bourdieu¹⁰, mais plutôt à des options variées et variant en fonction de la configuration du moment. Selon le type de régime, le statut d'héritiers, d'installés ou de néo-émergents, la perception des enjeux sociaux du moment elle-même affectée par les activités menées, les ressources disponibles, la nature du régime en place, le type et le niveau de frustration des acteurs, ainsi que l'historicité de la société donnée et les conditions locales des mobilisations en cours, les alliances entre sous catégories vont se modifier et les compréhensions des enjeux évoluer. La question alors à régler n'est pas tant celle du seuil de mobilisation ou du seuil de passage à l'action, que celle des configurations sociales qui se créent et de leurs effets sur le politique. Il s'agit avant tout d'étudier les processus de construction du passage à la mobilisation. Les effets politiques supposés être produits par

9. RALLINS C.S. et ANDEWEG R.B., 1979, "The changing class structure and political behaviour: A comparative analysis of lower middle class politics in Britain and the Netherlands", *European Journal of Political Research*, 7 (1), March, p.27-47.

10. BOURDIEU P., 2010, *La distinction : critique sociale du jugement*, 1^{re} éd. 1979, Éd. de Minuit, coll. « Le Sens commun », Paris.

ces catégories, ont été étudiés dans la littérature et dans les enquêtes ci-jointes. Il apparaît cependant indispensable de bien distinguer si les effets politiques concernent un régime, un état ou un groupe au pouvoir. Les attitudes des classes moyennes ne sont pas les mêmes en fonction des cibles visées. Il apparaît clairement que l'État, en tant qu'appareil institutionnel, reçoit un accueil favorable parce qu'il est globalement perçu comme un ensemble régulateur (y compris dans des situations de faiblesse) qui donne des gages et des recours et au moins garantit un minimum de prévisibilité à l'action individuelle. Cela ne veut pas dire que les individus ne contestent pas ses options, mais que c'est plutôt le régime ou le groupe au pouvoir qui sont alors visés. Les classes moyennes ne sont pas des classes apathiques en Afrique, mais des classes en pleine dynamique de promotion et d'émergence, qui veulent continuer à profiter des régulations fondamentales mises en œuvre dans la société donnée, tout en limitant à la fois la remise en cause par les autres et leurs propres échecs. Les individus qui leur sont associés savent mener leur « industrie », comment faire et profiter sur cette base des opportunités actuelles. Ils ne s'intéressent, pour ceux des groupes du bas (*floating*, *lower*, et largement *middle*), à rien d'autres qu'aux conditions de pérennité de leur activité. Ils ne peuvent agir collectivement faute de capacités organisationnelles d'action, de formation et de professionnalisme, mais ils peuvent s'exprimer par la convergence sur des choix électoraux, sur des mobilisations collectives ponctuelles ou sur un certain « quant à soi ». En bref, le plus souvent les individus associés à ces catégories agissent ensemble moins par mobilisation collective que par convergence de perceptions individuelles, ce qui explique qu'ils réagiront au mieux ponctuellement et uniquement sur des thèmes liés directement à la pérennité de leur activité et de leur projet de sortie de précarité.

Tout cela rend très compliquée la prédiction d'un seuil d'action, ou d'un seuil de précipitation des groupes candidats à la classe moyenne en une classe moyenne. Pourtant les mutations démographiques et liées à l'urbanisation rapide rendent très probable que ces individus et groupes candidats aux classes moyennes pèseront toujours davantage électoralement et en termes de capacités de pression. Rien ne permet de donner une tendance générale sur les conditions de leur mobilisation et le sens de leur action comme le montrent nombre d'exemples dans la littérature et dans les enquêtes. Chaque situation doit être analysée au cas par cas en fonction des variables présentes. C'est ce que propose cet ouvrage : regarder sous différentes entrées comment fonctionnent ces individus et groupes « classes moyennes ». On trouvera donc des entrées pays mixant pays francophones et anglophones et des entrées par catégories socio-professionnelles pour remettre en cause des évidences qui n'en sont pas (sur les militaires, les commerçants notamment dans l'informel et sur les fonctionnaires).

Les travaux présentés ici ont tous été construits à partir d'une grille analytique commune (analyse quantitative) qu'il a été plus ou moins diffi-

cile de mettre en œuvre en fonction des cas. Il convient donc de les lire à la fois individuellement – chaque cas suivant sa trajectoire historique particulière – mais aussi de manière comparative afin d'identifier les variables récurrentes et d'analyser les tendances lourdes.

1

Nom de code « Classes moyennes en Afrique »¹

Les enjeux politiques d'une labellisation de groupes invisibles et vulnérables

Dominique DARBON

a Lagosian declared smiling :

“It would be nice to live in Lagos without experiencing [...] the dreaded miseries of Lagos such as waking up at 5 am to begin the daily commute to work, coming back home at midnight, possible armed robbery attacks, pot-holed and flooded roads, traffic gridlocks, polluted air, dilapidated infrastructure, hyper-inflation and all other woes associated with ‘suffering and smiling’ are here in Lagos. But everyone agrees that it is also the land of opportunity [...] and in Lagos you can provide a good education for your children, [so] if you work hard enough you can be successful”. Working hard for long hours, even on week-ends, multiplying income generating activities or constantly seeking new business opportunities seems to be a general trend among Lagosians and this also holds true for the people we interviewed”².

Jusqu’aux années 2000, il était admis par l’essentiel de la littérature universitaire que la notion de classe sociale était peu pertinente pour interpréter la structure sociale dans les pays africains et pour comprendre les formes de l’action collective³. La presse économique ou générale quant à elle ne laissait aucune place à une notion de classe connotée comme « marxiste » et ne parlait jamais d’une hypothétique classe moyenne qui

1. Le terme classe moyenne sera écrit indifféremment au singulier et au pluriel. Dans ce texte, il est utilisé comme objet de recherche et non pas comme notion validée.

2. Rapport sur les classes moyennes au Nigéria, 2013, Groupe CMA/LAM.

3. Le logiciel *googlelabs.com.ngrams* permet de valider cette perte d’intérêt pour la notion de classe moyenne en Afrique en faisant apparaître les variations dans le temps des occurrences de cette expression.

paraissait aussi incorrecte idéologiquement qu'illusoire sur ce qu'elle qualifiait alors de "*hopeless continent*"⁴.

Tout a changé depuis lors : l'invention des « strates du milieu » en Chine⁵, la consécration de l'émergence économique de certains états du sud et de leurs classes moyennes⁶, l'expansion des relations sud-sud et de formes de dépendance entre pays du sud⁷, les révolutions arabes des années 2000, l'échec partiel des politiques de développement fondées sur la société civile et le retrait de l'État et la diffusion de nouvelles lectures de la pauvreté en termes non plus d'incapacité mais de non-valorisation des potentiels, de la demande et des besoins sont autant d'événements hétéroclites dont l'association vient forger l'image d'une transformation globale et apparemment « irrésistible » des structures sociales. Expressions directes de ces nouvelles visions, les journaux internationaux et économiques, les rapports de consultance, les sites d'expertise et les rapports internationaux sont désormais saturés par l'expression classe moyenne⁸.

Les États et sociétés africains et notamment d'Afrique subsaharienne, ont rapidement été inclus dans ce mouvement présenté comme généralisé ou « global » associant émergence économique et développement de classes moyennes. Le rapport McKinsey (2010), ceux des banques régionales de développement dont celui de la Banque africaine de développement (BAD) (2011) ou de la Banque mondiale sur la "*global middle class*" (2010) et sur le même thème de l'OCDE⁹ comme le rapport Deloitte (2012) et les rapports successifs du *Boston Consulting Group* sur les classes moyennes émergentes des suds (2010, 2013) en ont été les vecteurs les plus visibles. À en croire cette littérature, "*Africa is rising*", le continent serait la nouvelle frontière économique du monde¹⁰ ce que confir-

4. Pour reprendre l'expression de *The Economist*, May 13, 2000, qui publiera le 2 mars 2013 un numéro intitulé "*The Hopeful Continent : Africa Rising*"..., en prenant le contrepied absolu...

5. ROCCA J.-L., 2006, *La condition chinoise : capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes (1978-2004)*, Karthala, coll. « Recherches internationales », Paris.

6. Brésil, Turquie, Mexique, Inde.

7. BOILOT J.-J. et DEMBINSKI S., 2012, *La Chindiafrique : la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, O. Jacob, Paris.

8. On renverra pour une analyse critique des mutations économiques en Afrique (qui est fondée actuellement mais ne prend pas en compte les *trends* en cours et l'optique retenue par les thuriféraires de l'expansion économique africaine qui souligne l'accroissement des capacités de consommation) à ROWDEN R., 2013, "The Myth of Africa's Rise: Why the rumours of Africa's explosive growth have been greatly exaggerated", *Foreign Policy*; et au contraire pour une analyse sans retenue FUKUYAMA F., 2013, "The Middle-Class Revolution", *The Wall Street Journal*, 28 June.

9. OCDE DEVELOPMENT CENTRE, 2010, Working paper, 285, January, par KHARAS H. repris largement dans KHARAS H., 2011, *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, Brookings Institution, June xx.

10. Pour des références récentes : *Time Magazine*, 3 décembre 2012; *The Economist*, 3 décembre 2012; DELOITTE REPORT : KALISH I. et PLANER B., 2012, *Hidden Cities : The Next Generation of Retail Markets* (sur Lagos), September. EUROPEAN UNION INSTITUTE FOR SECU-

ment au moins formellement des résultats impressionnants en termes de croissance et d'investissement et d'expansion de la consommation des ménages. Cela se traduirait par l'émergence irrésistible de classes moyennes (notamment en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya, au Nigeria et dans les États d'Afrique du nord), ou tout au moins par la montée en force de nouvelles catégories sociales enrichies et éduquées.

Pour autant, cette nouvelle évidence d'une classe moyenne émergente en Afrique n'en est pas une. Sauf exceptions¹¹, celle-ci s'apparente à un spectre : elle est en effet impalpable et aux contours flous allant des riches aux vulnérables, et pourtant partout identifiée. Elle s'impose comme une « évidence » versatile : *via* l'ostentation des plus riches ; *via* sa capacité à expliquer des phénomènes sociaux hétéroclites et contradictoires (révoltes, révolution, stabilité ; changements d'habitudes de consommation, frémissements économiques et crises...) ; *via* les micro-industries révélatrices de la montée démographique des catégories sociales de la « petite prospérité »¹² en limite de précarité ; *via* l'expansion au quotidien des sociétés africaines et de leurs villes, *via* les *malls* et les centres commerciaux expressions parfaites de classes « aisées » dont la définition serait liée à un niveau et un type de consommation... au point que l'histoire politique s'écrit désormais par elle à en croire certains auteurs dont François Fukuyama¹³. Pour la majorité des journalistes, experts et consultants, certains universitaires libéraux classiques ou néolibéraux, représentants des organisations internationales, businessmen, la montée de la classe moyenne ne fait que confirmer le renouveau économique du continent de sorte qu'ils en diffusent sans la moindre restriction ou le moindre regard critique le principe et les usages dans les publications de masse, et dans les pratiques de l'aide internationale, du marketing, des *business-models* et de la structuration des marchés.

Ces classes moyennes, aussi incertaine soit leur existence, sont censées produire mécaniquement des effets économiques, sociaux, politiques

RITY STUDIES, 2012, "Citizens in an Interconnected and Polycentric World", *ESPAS Global Trends 2030*, Paris. Le lancement de l'édition de *Forbes Africa International*, en janvier 2013 témoigne de l'attractivité du continent africain. Ce que souligne Lucien Ebata, président-directeur général de *Forbes Afrique* : « Alors que le monde est confronté à une grave crise économique et financière, l'Afrique accélère sa mutation, ses marchés se développent, son secteur privé se renforce, sa classe moyenne est en plein essor. »

11. Ces exceptions reviendront souvent dans ce texte : pays d'Afrique du nord, RSA, Ghana, Sénégal, Kenya.

12. La notion de petite prospérité est empruntée à la littérature chinoise non pas comme un euphémisme pour décrire une classe moyenne en émergence, mais comme expression de l'émergence économique de ménages parvenant à sortir de la pauvreté à la marge à la fois en profitant de nouvelles opportunités de revenus et d'offres de bien de consommation à prix très bas. La petite prospérité est ainsi indissociable de la réduction du nombre de pauvres en Afrique et de leur passage non pas dans la catégorie immédiatement supérieur autour de 2\$ par jour. C'est aussi un bon moyen de rappeler que la réduction de la pauvreté n'équivaut pas à l'accès à la richesse mais bien à une réduction relative de la précarité qui demande à être confirmée sur deux générations.

13. FUKUYAMA F., 2013, art. cité.

favorables au développement économique, à la stabilité politique et à la démocratisation¹⁴. La stabilité et le développement économique seraient ainsi liés à « l'émergence » d'une classe moyenne “*vibrant and burgeoning*”, capable de lier les classes supérieures et inférieures dans un destin commun, de générer des compétences et savoir-faire non affectés par les logiques de rentes (classes riches) ou annihilés par la pauvreté, et de modérer les exigences sociales. Comme l'écrit Nancy Birdsall, ce qui se passe au sud et notamment en Afrique ne peut qu'être la réplique des situations du monde développé dans lequel les “*Middle classes are the backbone of both the market economy and of democracy in most advanced societies*”¹⁵. Le thème de l'émergence des classes moyennes vient occulter toutes les autres dynamiques sociales au point par exemple de faire disparaître la réalité de la pauvreté, de la marginalité et de la précarité, pourtant largement dominantes.

Tout se mélange derrière ce qui apparaît dans la presse comme l'évidence incontestable de l'émergence de la classe moyenne africaine. Des constats objectifs (réduction de la grande pauvreté sur le continent; afflux de nouveaux produits de consommation à faibles prix; augmentation des prix des matières premières et sources d'énergie; croissance économique continue généralisée depuis plus de dix ans; augmentation du PIB par tête; urbanisation massive; croissance forte de la consommation intérieure...) sont associés à des stratégies de communication surfant sur des informations fantaisistes et inlassablement répétées sans vérification (chiffres incertains sur les revenus et le calcul des capacités de consommation, projections à long terme illusoires, création d'un « marché » ou d'une « économie africaine » unifiée comparés à ceux du Brésil, de l'Inde ou de la Russie, réplique d'articles et d'interview d'un support à l'autre...); et à des intérêts appuyés sur la mise en forme de nouveaux marchés « à terme » fondés sur le potentiel économique africain érigé en nouvelle et dernière frontière. Or, si de nouvelles dynamiques sociales et économiques portées par de nouvelles générations bien formées traversent bien le continent africain depuis une quinzaine d'années leur interprétation et leur qualification est un véritable défi, que la notion de classes moyennes (au singulier ou au pluriel) ne permet certainement ni de relever ni de traiter.

14. À la suite des célèbres travaux, controversés dans leur interprétation, de LIPSET S.M., 1960, *Political Man : The Social Bases of Politics*, 1st ed., Doubleday, Garden City New York.

15. BIRDSALL N., GRAHAM C. et PETTINATO S., 2000, “Stuck in the Tunnel : Is Globalization Muddling the Middle Class?”, Center on Social and Economic Dynamics, *Working Paper*, 14, August; BIRDSALL N., 2010, “The (indispensable) Middle Class in Developing Countries; or, The Rich and the Rest, Not the Poor and the Rest”, *Center for Global Development Working papers*, 207, Washington DC, Center for Global Development. SUMNER A., 2012, “The Buoyant Billions: How “Middle Class” Are the New Middle Classes in Developing Countries ? (And Why Does It Matter?)”, *Center for global development, Working paper*, 309, October.

Le travail de labellisation et de catégorisation des « classes moyennes en Afrique » devient ainsi un enjeu central pour la compréhension des transformations intenses qui traversent le continent africain. Cela suppose :

- d’une part de s’interroger sur les conditions de l’invention de la catégorie en Afrique pour en saisir les enjeux et la pertinence et se persuader que l’émergence de cette « catégorie émergente » est autant due au constat objectif de nouveaux faits empiriques qu’à des procédures organisationnelles différenciées de construction de la réalité sociale. Ces débats témoignent à la fois de la violence des conflits qui se déroulent pour la construction de la réalité sociale africaine à travers de nouvelles catégories supposant des procédures d’inclusion et d’exclusion. Travailler sur la labellisation des « classes moyennes en Afrique » c’est donc aussi s’interroger en creux sur les processus d’occultation qu’elle produit des nouvelles pauvretés, les pauvres ruraux et urbains disparaissant simplement du radar médiatique et la pauvreté étant remplacée par l’émergence et la sortie de précarité ;

- derrière ces processus de construction de la réalité, il s’agit alors de rechercher les dynamiques sociales en cours, d’utiliser la prénotion comme une occasion d’interroger différemment le social et le politique en Afrique en s’intéressant aux formes du sociales, aux trajectoires qui se déploient telles qu’elles se révèlent dès lors qu’on interroge sérieusement le label « classes moyennes en Afrique » ainsi proposé...

Une classe objet¹⁶ :

l’invention d’une catégorie de l’entendement

Les classes moyennes en Afrique, sont devenues à en croire la quantité considérable de textes produits dans le domaine journalistique, dans la littérature d’experts, dans la littérature des organisations internationales et de plus en plus dans la littérature savante, un objet légitime. Elles exprimeraient les mutations sociales massives en cours sur l’essentiel du continent africain, seraient en pleine expansion démographique et s’imposeraient comme des catégories indispensables à l’entendement des enjeux sociaux, économiques et politiques des sociétés africaines.

Au-delà de ce qui est présenté comme une évidence, c’est en réalité une lutte pour le contrôle des catégories de l’entendement qui se déroule depuis le début des années 2000. « L’invention » de cette catégorie révèle les jeux de qualification, de disqualification et de requalification que jouent un ensemble d’acteurs intégrés dans des espaces relationnels contraignant et habilitant, pour modifier la perception de la réalité sociale

16. BOURDIEU P., 1977, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17 (17-18. La paysannerie, une classe objet), novembre, p.2-5.

et éventuellement pour imposer une nouvelle vision de la situation économique et politique en Afrique. Il s'agit d'une construction sur des mots¹⁷.

En cela le travail de catégorisation en cours autour des « classes moyennes africaines » peut être mené en lien avec la littérature spécialisée sur l'étude des classifications et des catégorisations sociales, et ici tout particulièrement avec les travaux dédiés à l'analyse des classes sociales et des catégories socioprofessionnelles (CSP françaises ou ESEC¹⁸ européennes par exemple)¹⁹.

La prénotation comme objet d'analyse

La catégorie « classes moyennes en Afrique » doit être prise pour ce qu'elle est, comme une prénotation, c'est-à-dire une représentation schématique et sommaire issue de la pratique qui vient voiler la réalité plutôt que de tenter de l'expliciter, proposant comme une évidence une lecture de la réalité sociale et pourtant empêchant de s'adresser à la réalité du fait social²⁰. Les conditions de sa production deviennent ainsi un enjeu central de compréhension de la notion. On peut en effet étudier comment elle est produite comme catégorie significative par des acteurs qui lui sont extérieurs (experts, consultants, universitaires, journalistes et photographes), qui participent aux espaces de jugements des différents secteurs de l'industrie du développement²¹ et qui luttent à la fois pour qualifier les transformations en cours et maintenir la légitimité de leur propre prétention à intervenir sur ce domaine²². Ces acteurs ne cessent de la « visibiliser » par

1. 17. BOURDIEU P., 1981, « Dire et prescrire [Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique] », Actes de la recherche en sciences sociales, 38 (38. *La représentation politique*, 2), mai, p. 69-73.

18. European Socio-Economic Classification.

19. BROUSSE C., DE SAINT POL T., GLEIZES F., LE RU N., MARICAL F., MONSO O. et WOLFF L., 2010, *Assessment of the European Socio-Economic Classification Prototype (EseC): Lessons from the French Experience*, INSEE, coll. « Document de travail de la DSDS », n° F1006, October; CHENU A., BROUSSE C. et al., 2012, « Débats et controverses », *Revue française de socio-économie*, 10 (2. Sociologie et économie des biens symboliques), p. 219-287; ou PENISSAT É., 2012, « La difficile production d'une nomenclature socioprofessionnelle à l'échelle européenne », *Revue française de socio économie*, 10 (2. Sociologie et économie des biens symboliques), p. 251-257.

20. DURKHEIM É., 2007, *Les règles de la méthode sociologique*, 1895, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige, Grands textes », Paris; BOURDIEU P., CHAMBOREDON J.-C. et PASSERON J.-C. (dirs), 1968, *Le métier de sociologue*, Mouton de Gruyter, coll. « Les Textes sociologiques », Bruxelles.

21. MAS S., 2013, *La Banque mondiale et la bonne gestion municipale au Burkina Faso et au Ghana: les politiques transnationales de gestion des déchets à Ouagadougou, Accra, Kumasi et Bobo-Dioulasso (1980-2008)*, Thèse de science politique, Université Paris I Sorbonne.

22. Analyse critique du *Global Development Network*: STONE D., *The "Knowledge Bank" and the Global Development Network*, University of Warwick; STONE D., 2013, "'Shades of grey': the World Bank knowledge networks and linked ecologies of academic

sa transformation en chiffres, statistiques et graphiques quelle que soit leur pertinence²³, par la multiplication de productions (articles, interviews, iconographies, mooks, films et reportages photographiques) et l'invasion de la blogosphère. Cela permet d'identifier l'une des caractéristiques de ce type de connaissance produite. Ce ne sont ni la précision de la définition de la catégorie, ni sa pertinence, ni la convergence des analyses qui comptent. Seule la multiplication des références à la catégorie vient donner sens aux mutations sociales qui s'offrent au profane. Ce type d'accès intuitif à la connaissance suppose de fournir une interprétation à forte capacité évocatrice, immédiatement accessible et explicative quitte à la constituer en prenant de grandes libertés d'interprétation avec les faits, à l'inverse exact des règles de constitution de la réalité dans le secteur académique. Ce type de production d'un savoir immédiat privilégie l'évocation sur la vérification puisqu'il s'agit d'appréhender un phénomène dans sa globalité et dans une fin immédiatement pratique. Dès lors, il n'y a pas à s'étonner que les recherches menées pour contester et infirmer la catégorie et sa pertinence – ne font que renforcer le *buzz*, la narration dominante en confirmant qu'il y a bien un enjeu « classe moyenne »²⁴.

*L'importation d'une catégorie comme produit
du secteur de l'industrie de l'aide et du développement*

Le débat sur les classes moyennes africaines se fonde tout d'abord sur des enjeux internationaux externes aux sociétés africaines. Il s'apparente à un produit de la globalisation des enjeux qui conduit à forcer l'interprétation des structures sociales où que ce soit dans le monde dans des catégories préconstruites de l'entendement par association d'effets de domination, de stratégies de conformation aux normes des communautés d'experts permettant à chaque membre de faire consacrer son appartenance et d'y valoriser ses actions, et de partage d'un langage technique au sein du secteur de l'industrie du développement et de l'aide internationale. On en trouve une traduction parfaite dans l'expression "*catalytic class*" proposée par Birdsall et Sumner qui rassemblent tous les gens "*that are*

engagement", *Global Networks*, 13 (2), February, p.241-260. SINCLAIR T.J., 2000, "Reinventing Authority: Embedded Knowledge Networks and the New Global Finance", *Government and Policy*, 18 (4), p.487-502.

23. On renverra ici pour un exemple à MAHAJAN V., 2009, *Africa Rising: How 900 Million African Consumers Offer more than you Think*, 1st ed. 2008, Wharton School/Pearson Education, Philadelphia/London.

24. Le groupe de recherche du LAM a rapidement réalisé que les innombrables interviews et consultations donnés soulignant que la catégorie classe moyenne était inadaptée pour qualifier l'essentiel des dynamiques sociales en cours en Afrique, débouchaient en permanence sur des rapports et articles titrant sur les classes moyennes africaines émergentes en utilisant les données fournies. Pour un exemple lire le texte de l'ouvrage de BARDELETTI J., 2011, *Petite prospérité*, Éd. Images en manœuvre, Paris ; et le comparer aux photographies de l'ouvrage.

not as secure or well off as the Western Middle class but not poor either”²⁵, rattachant ainsi doublement la catégorie par sa comparaison directe à l’occident et par sa fonction assignée à une définition universalisée. L’enjeu de la catégorisation n’est donc pas seulement cognitif ; il est fonctionnel, le mot utilisé, ici l’expression classe moyenne, entraînant automatiquement un ensemble de présupposés sociaux et économiques (démocratisation, stabilisation, développement entrepreneurial, croissance économique...).

Cet exercice de catégorisation est investi prioritairement par l’ensemble des acteurs individuels et organisationnels impliqués dans l’industrie du développement qu’il s’agisse des organisations internationales ou des entreprises privées, des ONG et des agences d’état ainsi que de divers autres groupes d’intérêts externes qui se livrent un combat féroce pour faire prévaloir leur perception de la structure sociale en Afrique et de ses mutations tout en partageant des conventions, règles informelles et système langagiers. De fait, l’essentiel des travaux et des références sur ces classes moyennes émergentes du monde en développement et tout particulièrement en Afrique provient des analyses des grandes organisations internationales (Banque mondiale, Banque africaine du développement, PNUD-Programme des Nations Unies pour le développement), des grandes sociétés d’audit, de prospective et des *think tanks* (MacKinsey, *Boston Consulting Group*, Deloitte...) ou des agences de développement comme l’Agence française de développement notamment (AFD), qui ne cessent à la fois de se combattre pour imposer leur définition et « marquer » le marché de l’entendement et de s’ajuster mutuellement autour des normes consenties de régulation de l’espace commun qu’elles forment.

Les enjeux du contrôle de la labellisation

Au-delà de la fragilité des indicateurs et de la fluidité des définitions retenues, les enjeux liés à la qualification de ces dynamiques sociales nouvelles qui touchent en profondeur la quasi-totalité des espaces nationaux africains sont considérables pour un ensemble de catégories d’acteurs aux intérêts par ailleurs fort divergents.

Il en va en effet du contrôle du savoir officiel sur ces sociétés et leurs transformations économiques et politiques d’une part et d’autre part de la main mise sur les interprétations des mutations en cours, c’est-à-dire sur les dispositifs de légitimation des actions à mener. Ainsi selon que des mouvements sociaux seront qualifiés de mobilisations de groupes à fortes connotations intégristes, de mouvements de jeunes chômeurs et de déclassés ou d’expressions du mécontentement des classes moyennes on ne donnera pas la même lecture des changements politiques en cours

25. Art. cit, 2010.

durant les « Printemps arabes » au Nigeria, ou au Sénégal²⁶. Selon qu'on parlera de pauvreté, de marginalité dans des secteurs économiques de type « *maquilas* » en Amérique latine, d'informalité, de destitution ou de groupes hors-État d'une part, ou qu'on discutera de groupes de « petite prospérité » engagés dans des logiques d'émergence constitutives du cœur de la catégorie classe moyenne d'autre part, on anticipera soit des sociétés de l'émeute, de l'inégalité et de la marginalité, de la débrouille et de la corruption généralisée, soit des sociétés de l'émergence, de l'intégration économique, de la négociation et de la modernisation. Selon qu'on identifiera des mobilisations populaires massives à des expressions de la classe moyenne ou à l'irruption de mécontentements sociaux désordonnés et éclatés, on ne donnera pas la même lecture de la contribution de ces événements à la marche vers la démocratie des sociétés africaines²⁷.

Les enjeux de la constitution de la catégorie classe moyenne à travers laquelle se pense et prend corps la réalité sociale ne sont donc pas minces puisqu'il s'agit de dessiner la représentation légitime de cette réalité sociale et pour certains intérêts d'affirmer un pouvoir de constituer de telles catégories²⁸.

*Le jeu de partenaires concurrents
dans la production d'un secteur commun*

Quatre espaces ou secteurs, partiellement connectés entre eux *via* des acteurs « circulants » de forums en forums sont en lutte pour la construction externe de la notion de classe moyenne en Afrique : le secteur médiatique, le secteur de l'industrie de l'aide internationale et du développement ; le secteur économique et le secteur universitaire.

Le secteur universitaire avec ses critères, variables et clivages bien établis est généralement éloigné du débat sur les classes moyennes. Dans ce débat, en effet les professionnels patentés de la production des catégories de l'entendement et de l'interprétation du politique et du social en Afrique, les universitaires, sont étrangement absents, s'en tiennent éloignés, ou n'y viennent que tardivement, c'est-à-dire au mieux à partir des années 2010. Le corpus scientifique continue à s'appuyer dans les années 2000 sur une disqualification globale de la notion de classe et tout particulièrement de l'idée même de classes moyennes en Afrique, double-

26. On renvoie ici à la présentation des différentes lectures données en 2012, "Retour sur les situations révolutionnaires arabes", *Revue française de science politique*, 62 (5-6) octobre-décembre.

27. On pourra comparer à ce titre FUKUYAMA F., 2013, art. cit. et STUPART R., 2012, "Africa's middle class floats between poverty and prosperity", *Africa in Fact: the journal of Good governance Africa*, 2 (African growth. Crunching the numbers), 1st July, p. 17-19.

28. On renverra ici sur ces luttes pour la régulation et la production de normes non étatiques à VOGEL D., 2008, "Private Global Business Regulation", *Annual Review of Political Science*, 11, June, p. 261-282.

ment victime de la marginalisation contemporaine des analyses d'inspiration marxiste dans cette communauté d'une part et de la faiblesse théorique des analyses sur les catégories « moyennes » en général. Les auteurs qui utilisent cette notion aujourd'hui sont, sauf exceptions, en Afrique du Sud notamment²⁹, des libéraux qui n'ont aucune réticence idéologique à utiliser une notion de classe vidée de son sens marxiste et à l'associer à une catégorie statistique celle des « gens du milieu »³⁰. Pour le reste, dans le secteur académique, la catégorie « classe moyenne » est soit perçue comme relevant du sens commun, est ignorée au profit d'interprétation plus “*mainstream*” dans le sous champ africaniste, ou est discutée sur la base de procédures expérimentales relativement marginales mais susceptibles de s'imposer à terme comme des objets innovants à forte capacité de valorisation (acteurs de petite prospérité, nouvelles dynamiques sociales et économiques ; petite aisance et sortie de la précarité)³¹. Pour une bonne partie des auteurs par ailleurs très peu mobilisés jusqu'en 2010 sur cet objet, les classes moyennes en Afrique ne seraient alors qu'une catégorie du sens commun relevant du « *buzz* médiatique », de la domination de certains organismes ou plutôt réseaux sur le contrôle du savoir et des référentiels, relayés par des *think tanks* plus ou moins connectés entre eux à des forums communs ou des réseaux tels que le *Global Development Network* (GDN) de la banque mondiale et poursuivant des objectifs opérationnels directs de production de la réalité sociale par la génération de discours performatifs³².

L'espace relationnel universitaire joue ainsi un rôle relativement résiduel dans la production de la catégorie au moins directement. Il y parti-

29. CHIPKINS I., 2012, “Middle classing in Roodepoort: Capitalism and social change in South Africa”, *Public Affairs Research Institute*, 2, June. SOUTHALL R., 2004, “Political Change and the Black Middle Class in Democratic South Africa”, *Canadian Journal of African Studies*, 38 (3), p.521-542.

30. BIRDSALL N., 2007, art. cit; HUNTINGTON S.P., 1972 [2nd ed.], *Political order in changing societies*, 1st ed. 1968, Yale University Press, New Haven; EASTERLY W., 2000, “The middle class consensus and economic development”, *World Bank, Policy research working paper*, 2346, May 31.

31. DARBON D., 2012, « Classe(s) moyenne(s) : une revue de la littérature. Un concept utile pour suivre les dynamiques en Afrique », *Afrique contemporaine*, 4 (244), p.33-51 ; DARBON D. et TOULABOR C., 2011, “What Middle Class(es) in Africa? A Literature Review”, *AFD Working paper*, 118, Agence française de développement, September; ESCUSA É dans cet ouvrage. Au moment de mettre sous presse le thème des classes moyennes en Afrique est présent à l'Association internationale de sociologie (Japon 2014 sous la direction de D. NEUBERT), à l'Association internationale de science politique (2014, Montréal, D. DARBON), à l'Association allemande d'étude africaine (juin 2014, Bayreuth, D. NEUBERT), à l'Association française d'études africaines (juin 2014, Bordeaux, D. DARBON), à l'Association américaine de science politique (août 2014, Washington J.R. HEILBRUNN), après avoir été présent à ECAS Lisboa June 2013 (D. DARBON et D. NEUBERT), tous ces auteurs étant liés étroitement par des projets croisés.

32. On renverra sur ce type d'analyse pour le GDN à STONE D., 2013, art cit; et pour un autre objet en Afrique à FERGUSON J., 1994, *The Anti-politics Machine, “Development”, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, University of Minnesota Press, Minneapolis.

cipe cependant soit dans ses activités d'expertise, soit *via* les discussions sur l'aide internationale et les nouvelles formes de la lutte contre la pauvreté en mettant à disposition des « entrepreneurs en catégories » de nouvelles manières de percevoir la pauvreté (de la misère à l'absence de valorisation des capacités disponibles ; de la rentabilité financière à la construction du triple bilan, etc.)³³. Ainsi la catégorie “*floating class*” prend-elle tout son sens. Sa distinction d'avec les autres pauvres est rendue possible par la conceptualisation d'une nouvelle vision de la pauvreté liée à la notion de capacité rencontrant une nouvelle conception du rôle social de l'entreprise et une mise en forme des marchés de pauvreté (BoP)³⁴. Le secteur universitaire est courtisé par les autres acteurs parce qu'il dispose de deux ressources fondamentales : une ressource de la mise en forme et de la conceptualisation de nouvelles visions du monde ; et la ressource de la légitimation scientifique qu'il maîtrise et qui vient en partie immuniser les autres acteurs contre le risque de procès en incohérence de la catégorie. Arrivés tardivement dans le débat, les universitaires sont désormais engagés dans un travail de définition et d'interprétation sur les implications opérationnelles et théoriques des mutations sociales en cours. À ce jour, la question des classes moyennes en Afrique n'est pas devenue un objet de controverses structurantes, le secteur universitaire n'intervenant que résiduellement dans le débat global en cours.

le secteur des médias ne cesse quant à lui dans une logique de concurrence et d'immédiateté d'imposer cette catégorie « classe moyenne » à faible densité scientifique mais à forte valeur intuitive et évocatrice, comme une grille de lecture et de représentation de la nouvelle Afrique. Sous ses différentes formes (écrit, oral, image) et supports (journaux, hebdomadaires généralistes ou spécialisés, télévisions...), il sature les supports de communication de représentations non raisonnées d'une classe moyenne “*vibrant and burgeoning*” pouvant associer voire assimiler par son répertoire spécifique de simplification sans difficultés des catégories aussi irréconciliables que celles de la précarité/de la petite prospérité et de la richesse par exemple. Ce secteur valide ses perspectives par des renvois systématiques aux autres secteurs et notamment au secteur scientifique, dont il ne cesse de convoquer les hypothèses pour les construire en affir-

33. MESTRUM F., 2008, « La pauvreté multidimensionnelle. La dynamique sémantique dans le discours de la Banque mondiale », *Mots*, 88 (Discours politique, discours experts), p.25-37.

34. On renvoie ici au débat sur les thèses très controversées du *Bottom of the Pyramid* (Bop et BoP 2.0) qui pèsent sur la construction de la notion de classe moyenne notamment en Afrique en raison de la pauvreté généralisée. PRAHALAD C.K., 2014, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid : Eradicating Poverty through Profits*, 1st ed. 2005, Wharton School Publishing, Upper saddle River NJ, [Revised and Updated 5th Anniversary Edition]; LONDON T. et HART S.L. (eds), 2011, *Next Generation Business Strategies for the Base of the Pyramid : New Approaches for Building Mutual Value*, FT Press, Upper Saddle River NJ ; KARNANI A., 2007, “The Mirage of Marketing to the Bottom of the Pyramid: How the Private Sector Can Help Alleviate Poverty”, *California Management Review*, 49 (4), Summer, p.90-111.

mations péremptoires. Le secteur médiatique parvient ainsi en soumettant à ses propres règles les objets et les travaux réalisés ailleurs, à faire monter sur l'agenda médiatique un enjeu « classe moyenne en Afrique », peut-être pertinent, mais singulièrement déformé par rapport à ce que les autres secteurs en perçoivent. Mieux, compte tenu de sa visibilité, ce secteur contribue fortement à rendre présente cette catégorie, à fonder les conditions favorables pour préjuger de sa pertinence, à en orienter les critères de définition et les valeurs et conséquences qui sont censées lui être attachées et mieux encore à influencer les comportements des individus susceptibles d'appartenir à cette catégorie sans en avoir conscience³⁵. La classe objet est ainsi une classe « agie ». Comme le montrent nos études, et notamment celles sur les habitudes de consommation, ces personnes qui ont du mal à se définir comme classe moyenne ont toutes la même caractéristique d'être fortement confrontées au quotidien en raison de leur situation objective (accès à la télévision, aux magazines, discussions avec les pairs et attentes des pairs et partenaires...) à la fois aux normes sociales locales « traditionnelles » et à de nouvelles normes sociales « extérieures », ce qui modifie leurs pratiques et leur *life-style* par exemple. Ainsi en est-il sur les questions d'éducation, de nutrition, de canons de beauté, etc.

le secteur marchand, celui associant experts, consultance, sociétés d'études et d'audit, et entreprises fonctionne selon ses propres logiques d'identification de nouveaux marchés, de prospective et de mise en œuvre de stratégies de positionnement à termes sur ces marchés. Comme les autres secteurs, il dispose de ses propres normes d'organisation et systèmes de légitimation qui viennent donner sens à cette catégorie de classe moyenne comme objet d'analyse, comme potentiel de consommation et comme capacité de travail et de production. Ce secteur se constituant toujours par définition à la jonction entre le présent immédiat et l'anticipation de court-moyen terme, il peut et doit anticiper sur l'inscription à l'agenda des enjeux sociaux. Il peut ainsi donner un sens immédiat à une catégorie classe moyenne identifiée par anticipation non pas à travers des transformations structurelles achevées mais par l'extrapolation d'événements ponctuels tels que l'émergence d'un pouvoir d'achat et d'un potentiel exploitable de consommation. Tout comme il peut et doit anticiper les formes à venir en proposant des innovations par exemple en matière de formatage de nouvelles offres et de stratégies industrielles et commerciales³⁶. Ce secteur a été le premier à déceler intuitivement les

35. On renverra ici à l'analyse qu'en fait БИКОВ А., 2012, « Une étiquette commode pour les opposants russes », *Le Monde diplomatique*, dossier « Que peuvent les classes moyennes ? », mai, cité in FICHTMÜLLER A., *The Ugandan Middle class: stabilizing or destabilizing the political regime ?*, mémoire de Master, Sciences Po bordeaux, 2012, p. 18.

36. On renverra ici aux travaux sur la recomposition de l'offre et des circuits de commercialisation imposés par la mise en valeur des marchés "Bottom of the Pyramid" (BoP): LONDON T. et HART S.L. (eds), 2011, *Next Generation Business Strategies for the Base of the Pyramid: New Approaches for Building Mutual Value*, FT Press, Upper Saddle River NJ.

dynamiques de sortie de précarité (petite prospérité) et à tenter de l'opérationnaliser que ce soit en Chine, en Inde, en Amérique latine ou en Afrique³⁷, parce qu'il est précisément à l'affût des opportunités offertes par les transformations sociales, parce que les marchés potentiellement disponibles supposent de prendre position immédiatement³⁸ et parce que le référent de la « triple *bottom line* »³⁹ est devenu aussi incontournable dans ce domaine que toutes les normes internationales de responsabilité sociale des entreprises modifiant la fonction sociale de cet acteur (*Global compact*, etc.), fournissant un filtre interprétatif prêt à capter ces nouvelles dynamiques sociales. Le secteur a déjà investi la *Global middle class* (GMC) qui constitue un marché déjà mature⁴⁰. Il se focalise désormais en Afrique sur les classes moyennes installées à court terme (4 à 10 US\$ et 10 à 20 US\$), tout en prenant des paris à moyen terme (positions d'attente) sur les classes en sortie de précarité qui sont censées faire exploser quantitativement la demande (2 à 4 US\$) et générer les économies d'échelle essentielles en lien avec la concentration urbaine. Pour ce secteur, les « classes moyennes » basses se lisent comme un nouveau potentiel dont la valorisation suppose d'innover en matière d'offre pour les solvabiliser, en matière de partenariat pour alléger les coûts et de modèle économique pour fonder le nouveau rôle sociétal de l'entreprise. Le secteur fait un pari, engage des actions de positionnement et d'investissement qui peuvent s'avérer erronées mais qui génèrent par effets induits et effets d'imitation les changements anticipés, chaque nouvel investissement générant de nouveaux achats et potentiels de consommation et des positionnements de précautions de la part des concurrents par exemple, le tout consacrant l'hypothèse de l'émergence ;

– enfin le secteur de l'industrie de l'aide internationale, du développement et de la globalisation au sens large est, dans son extrême diversité, à la recherche de nouveaux espaces de légitimation de son action au moment où ses formes d'action sont toujours plus contestées et où apparaissent de nouvelles conceptions de la pauvreté qui se lisent comme autant d'oppor-

37. On renvoi ici aux rapports qui se sont succédé autour de 2010 dans tous les organismes liés au monde des affaires et cités plus haut.

38. Pour s'en convaincre on renvoie à CUNHA O., CHENG S. et ABIDA R., 2013, "Redefining Brazil's Emerging Middle Class: How to Prepare the Next Wave of Consumption Growth", *Boston Consulting Group*, coll. "Report", July; LUI V., KUO Y., FUNG J., WALTERS J., HSU H. et LIAO C., 2012, "The Age of the Affluent: The Dynamics of China's Next Consumption Engine", *Boston Consulting Group*, coll. "Report", November.

39. ELKINGTON J., 1999, *Cannibals with forks: the triple bottom line of 21st century business*, 1st ed. 1998, Capstone, Oxford.

40. La GMC est identifiée pour la banque mondiale et KHARAS H., in OCDE DEVELOPMENT CENTRE, 2010, Working paper, 285, January, repris largement dans KHARAS H., 2011, *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, Brookins Institution, June xx, par la fourchette comprise par le revenu moyen du Portugal et de l'Italie et celui du Luxembourg, soit entre 10 et 100 US \$ (ppp, 2005) par personne. En Afrique en 2009 cette catégorie concernait en tout 32 millions de personnes soit 2 % de la GMC mondiale et 1 % de sa consommation ppp.

tunités de refonder l'action internationale⁴¹. La montée de la rhétorique sur les classes moyennes du sud s'intègre dans une démarche pour « refonder l'aide au développement au *xxi*^e siècle »⁴². L'émergence de cette nouvelle catégorie de l'entendement présente quatre avantages. Elle peut être lue tout d'abord comme la démonstration du succès des programmes conduits à l'international depuis les années 1980 (et notamment des programmes de libéralisation et de dérégulation) et débouchant après des années d'ajustement et d'austérité sur la formation d'une *global middle class* et d'une classe moyenne locale, censées produire partout, y compris sur les continents les plus pauvres, l'enrichissement et des promesses de stabilité, de démocratie et d'aisance matérielle. Ce produit totalement inattendu permet de cacher les échecs nombreux de l'industrie du développement en matière de réduction de la pauvreté et de disposer d'un produit attractif occultant les ambiguïtés des actions et la véhémence des critiques dont elle fait l'objet. Elle apparaît aussi ensuite comme le substitut idéal à une notion de « société civile » portée au pinacle par ces mêmes organisations à la fin du *xx*^e siècle, et dont la vacuité et l'absence de pertinence en tant qu'alternative à l'État, sont désormais explicites⁴³. La focalisation sur cette qualification « classe moyenne » offre par ailleurs deux autres intérêts : elle rend attrayante l'aide au développement en travaillant désormais non plus le pathos, la différence et la misère, mais au contraire l'émulation, l'enthousiasme et la prospérité⁴⁴ ; et elle occulte par la prégnance de cette catégorie très large, les catégories de la misère, celles du moins de 2 US\$ ppp par jour, qui disparaissent du radar immédiat de l'aide ou pire se voient assimilées à un ensemble de « mauvais pauvres », ou de marginaux. En cela l'émergence de la catégorie classe moyenne dans le monde émergent et dans les zones plus pauvres est une expression de ces nouvelles conceptions de l'aide internationale qui partant du constat d'échec des programmes d'aide au développement réalisés à ce jour, proposent de recentrer l'activité d'aide sur les catégories qui peuvent en tirer le meilleur grâce à leur industrie et à leur sens de la responsabilité par opposition – jamais explicitement formulée – à ceux

41. On renverra pour ces contestations à COLLIER P. et GUNNING J.W., 1999, "The IMF's role in structural adjustment", *The Economic Journal*, 109 (459), November, p. 634-651 ; COLLIER P., 2007, *The Bottom Billion : Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About it*, Oxford University Press, Oxford/New York. EAST-ERLY W., 2006, *White Man's Burden : Why the West's efforts to aid the rest have done so much ill and so little good*, Penguin book, London ; STIGLITZ J.E., 2002, *La grande désillusion*, Fayard, Paris ; DEATON A. (ed.), 2006, *An Evaluation of World Bank Research, 1998-2005*, World Bank, Washington DC, September 24 ; HA-JOON C., 2002, *Kicking away the ladder : Development strategy in historical perspective*, Anthem Press, London.

42. SEVERINO J.-M., 2001, « Refonder l'aide au développement au *xix*^e siècle », *Critique internationale*, 10 (1. « J'étais là avant » : problématiques politiques de l'autochtonie), p. 75-99 ; et SEVERINO J.-M. et RAY. O., 2010, *Le temps de l'Afrique*, O. Jacob, Paris.

43. *REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE COMPARÉE*, 2002, 9 (2. Démocratie et société civile : une vue du Sud) ; WORLD BANK, 1997, *The State in a Changing World*, World development report 1997, World Bank/Oxford University Press, Washington.

44. GATSIOUNIS, 2012, cité in FICHTMULLER A., *op.cit.*, 2012.

qui ne sauront pas en profiter et ne feront rien d'autre que de la transformer en rente (mauvais pauvres)⁴⁵. Il y a ainsi une refondation de la notion de pauvreté ou de pauvres⁴⁶. Le pauvre sort de la marginalité en étant "*empowered*", en devenant un acteur du marché, un pouvoir d'achat susceptible d'être manifesté dès lors qu'on lui offre les moyens de sa valorisation (théories BoP et BoP 2.0 ; RSE étendue, etc.). Les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) et les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) mis en œuvre à partir de 1999 par l'industrie de l'aide internationale, illustrent le début de transformation de la représentation de la pauvreté et des pauvres, de même que la reconnaissance de l'importance de l'association de différents types de partenaires (entreprises privées, organisations internationales, ONG, démarches philanthropiques...) autour des notions d'investissement responsable et de responsabilité sociale de l'entreprise.

*L'industrie du développement
en quête d'un consensus routinier*

La confrontation de ces différents types de discours sur les classes moyennes en Afrique permet de souligner deux aspects fondamentaux de la construction des *narratives*⁴⁷ sur les classes moyennes en Afrique :

– d'une part, ces discours sont en partie surdéterminés par des perceptions universalistes de la réalité sociale et par des mécanismes analytiques préconstruits qui en viennent à disqualifier ou au contraire à prélégitimer automatiquement certains objets et à valider par avance certaines causalités. La classe moyenne en est le prototype : le nom génère une méfiance analytique chez des universitaires constatant l'irréductibilité des trajectoires sociales nationales ; il suscite de nouveaux enjeux de légitimation chez les professionnels de l'aide internationale ; et il déclenche un enthousiasme immédiat chez le profane, le marchand et le libéral recherchant des certitudes universelles pour le premier et obtenant une confirmation de la supériorité de leurs modèles théoriques de régulation pour les autres⁴⁸.

45. EASTERLY W., 2006, *op.cit.*

46. LAUTIER B., 2009, « Le gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », in Borgeaud-Garciandía N., LAUTIER B. et al., *Penser le politique en Amérique latine : la recreation des espaces et des formes du politique*, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », Paris, p.19-36. LAUTIER B., 2002, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Tiers-Monde*, 43 (169. Les chemins de l'intégration régionale), p.137-165.

47. RADAELLI C.M., 2000, « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue française de science politique*, 50, p.255-275.

48. On renverra à NORTH D.C., 1990, *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, 1st ed., Cambridge University Press, coll. "The Political economy of institutions and decisions", Cambridge/New York et à la discussion qu'en font EHREL C. et PALIER Y., 2005, « Europe sociale et Europe de l'emploi : l'apport de Douglas North à l'ex-

Les quatre secteurs ne sont pas isolés les uns des autres. Ils fonctionnent en semi-autonomie et ne cessent de s'influencer réciproquement notamment par les pratiques qu'en ont des acteurs nomades qui se rencontrent et passent toujours plus facilement d'un secteur à l'autre. Certains pourront considérer que ces interactions débouchent sur la production d'une représentation dominante dans une logique de « super-champs ». Faute de données pouvant le démontrer, on constatera simplement qu'en s'empruntant et en transposant des mots, des perceptions, des représentations, des jugements, des pratiques, en participant à des forums communs, à des communautés épistémiques ou de politiques publiques et à toutes les procédures associées, les acteurs se repositionnent réciproquement, réajustent leurs pratiques et tendent à renforcer l'homologie structurale des secteurs tandis que se révèlent des affinités électives entre leurs membres. Cela conduit dans notre cas, à diffuser l'idée de « classe moyenne africaine » comme un référent automatique servant de base aux discussions avant même de pouvoir la déconstruire.

D'autre part, ces discours et ces représentations sont indissociables de la construction de l'espace relationnel des professionnels de l'industrie du développement dans lequel ils sont produits ou si on préfère de l'intersection entre les différents espaces relationnels de chacune des catégories de ces professionnels. Discours et représentations sont produits par des auteurs habilités et contraints par les préférences, pratiques, manières d'analyser, anticipations et attentes qui structurent leur espace relationnel particulier. Dans cet espace les auteurs font confiance aux données fournies, les discutent, se critiquent et tentent de prendre l'ascendant selon des règles bien établies de sorte que les contradictions et oppositions constituées contribuent dans le même temps à confirmer le bien-fondé global des perceptions généralement acceptées. Ainsi, il y a très clairement dans la multiplication des rapports et des références aux classes moyennes en Afrique dans les années 2000 à la fois l'expression d'une logique de concurrence exacerbée, de positionnement sur le nouveau marché potentiellement intéressant ouvert par le concurrent et de consolidation de ce marché dès lors qu'il est construit sur les conventions de comportements partagés par tous. Cela expliquera les critiques latentes présentes dans chaque rapport vis-à-vis des autres et pourtant la quasi-absence de formalisation de ces critiques⁴⁹ ; et inversement cela se traduira par une capitalisation sur des discours communs consacrant les intérêts communs et l'existence d'une communauté.

plication des trajectoires nationales », *Économie et société*, 39 (26. Socio-Économie du travail), août, p.1531-1556 ; et à GRIMM S., LEMAY-HÉBERT N. et NAY O. (eds), 2014, *Third World Quarterly*, 35 (2. Fragile States : a political concept).

49. Comment ne pas être étonné de l'absence de critique aux interprétations manifestement aberrantes du rapport MacKinsey comparant le marché africain et les marchés indiens, brésilien et russe ; ou aux flottements des chiffres donnés par le rapport de la banque africaine de développement.

Le rapprochement de fait des multiples acteurs de l'industrie du développement est d'autant plus fort qu'ils ne cessent de se côtoyer dans une multitude d'espaces et forums communs. Ils se trouvent fréquemment en situation de "*straddling*" professionnel, leur permettant de glisser d'autant plus facilement d'un espace à l'autre qu'ils partagent une vulgate globale du développement exprimée par des procédures, des systèmes de normalisation et des catégories de l'entendement communs. Entre les secteurs, ces échanges facilitent la communication et tendent sinon à les rendre identiques tout au moins à normer les interactions, les attentes et les pratiques des acteurs et à produire un discours de consensus. Ce discours est fondé sur un ensemble de règles produites par les interactions quotidiennes d'acteurs inégaux lesquels ne cessent par leurs pratiques de les ajuster. Il n'y a aucun complot dans cette convergence mais simplement de purs effets d'interactions cadrés par des pratiques communes, le partage d'espace d'interactions et la production de conventions informelles permettant à ces interactions d'être régulées, prévisibles et efficaces. L'expression classe moyenne devient alors le candidat parfait de célébration de ce partage de représentations et de pratiques professionnelles et relationnelles du secteur élargi des professionnels du développement. Elle permet de lier le secteur institutionnel de l'aide et l'entreprise autour d'une nouvelle analyse du développement faisant du couplage du marché et de l'initiative privée avec l'aide internationale la source principale de la lutte contre la pauvreté. Elle confirme par son émergence la légitimité d'actions de développement (souvent décriées), notamment lorsqu'elles reposent sur l'appui à l'initiative privée et des formes de collaboration entre les entreprises privées socialement responsables engagées dans une refondation de leur rôle sociétal et l'invention de nouveaux *business-models*⁵⁰ et des programmes des organisations internationales (allant de l'investissement socialement responsable aux actions d'appui à la consommation) et sur des logiques de valorisation des marchés de la pauvreté type BoP (*Bottom of the Pyramid*). Le prix Nobel d'économie, Amartya Sen, résume cette nouvelle approche: "*If you have to decide what has to be done in the slums, it is not a question of what slum dwellers need – you have to find what they could do if they have the freedom to do it*". La pauvreté peut être traitée en mettant à disposition des pauvres des capacités. Or comment mieux caractériser ces pauvres prêts à s'en sortir qu'à travers l'expression classe moyenne qui véhicule précisément cette pulsion vers l'ascension sociale? Et comment mieux se « débarasser » en creux, d'une grande pauvreté qui ne serait que l'expression de l'incapacité congénitale de certains humains, les « mauvais pauvres », à ne pas pouvoir se prendre en charge quels que soient les moyens mis à disposition? Le succès de la catégorie « classes moyennes » réside ainsi moins dans la pertinence de celle-ci que dans la consécration qu'elle amène pour certains groupes professionnels de nouvelles manières de

50. ELKINGTON J., 1999, *op.cit.*; BOILOT J.-J. et DEMBINSKY S., 2012, *op.cit.*; LONDON T., 2011, *op.cit.*